

Réguler pour protéger : une ambition européenne au défi de l'innovation

Adopté en juin 2024, le règlement européen sur l'intelligence artificielle (IA Act) impose un cadre ambitieux pour encadrer l'essor de cette technologie. Entre protection des droits fondamentaux, contraintes pour les entreprises et opportunités stratégiques, ce texte soulève autant de questions qu'il offre de perspectives. Par Arnaud Touati et Nathan Benzacken, Avocats et spécialistes du numérique, dans le cadre de notre opération "Tribunes d'hiver".

Temps de lecture : minute

27 décembre 2024

Un premier cadre juridique mondial spécifiquement dédié à cette technologie

En juin 2024, l'Union européenne a adopté le règlement sur l'intelligence artificielle (IA Act), premier cadre juridique mondial spécifiquement dédié à cette technologie. L'objectif affiché : encadrer le développement, la commercialisation et l'utilisation de l'IA pour garantir une approche éthique, transparente et respectueuse des droits fondamentaux des citoyens européens.

Le règlement introduit une catégorisation des systèmes d'IA en quatre niveaux de risques : inacceptables, élevés, limités et minimaux. Les usages jugés dangereux, comme la reconnaissance faciale en temps réel à des fins de surveillance ou le scoring social, sont purement interdits. Les

systèmes à haut risque – dans les domaines sensibles comme la santé, la justice ou le recrutement – doivent, quant à eux, se conformer à des exigences strictes : certification CE, audits réguliers, supervision humaine et documentation technique détaillée.

Si ces règles visent à protéger les citoyens et prévenir les abus, elles représentent une contrainte significative pour les entreprises. Les coûts de mise en conformité, particulièrement lourds pour les startups et PME, peuvent dissuader certains acteurs de se lancer ou ralentir leur croissance. Ces contraintes alimentent les craintes d'un frein à l'innovation européenne, voire d'une délocalisation des activités technologiques vers des juridictions moins exigeantes.

Pour limiter cet impact, l'UE a mis en place des outils d'accompagnement comme les bacs à sable réglementaires, qui permettent aux entreprises de tester leurs solutions dans un environnement contrôlé avant une mise en conformité complète. Des programmes tels que GenAI4EU ou IA Booster France 2030 offrent également un soutien financier et technique aux startups. Toutefois, ces dispositifs peinent encore à rivaliser avec les ressources massives mobilisées par des puissances comme les États-Unis et la Chine.

L'Europe entend se positionner comme un leader de l'innovation responsable, en imposant des standards éthiques ambitieux. Pour autant, cette vision doit composer avec des réalités économiques et concurrentielles. Les entreprises européennes, soumises à des contraintes accrues, doivent désormais trouver un équilibre entre conformité réglementaire et compétitivité internationale.

Innovation bridée ou levier stratégique pour

l'Europe ?

Au-delà de ses contraintes, le règlement sur l'IA représente une opportunité stratégique. En structurant le marché autour d'exigences éthiques et techniques, l'UE aspire à devenir une référence mondiale pour une IA responsable. Cette approche pourrait séduire des acteurs internationaux soucieux de se conformer à des standards élevés et garantir une meilleure protection des utilisateurs finaux.

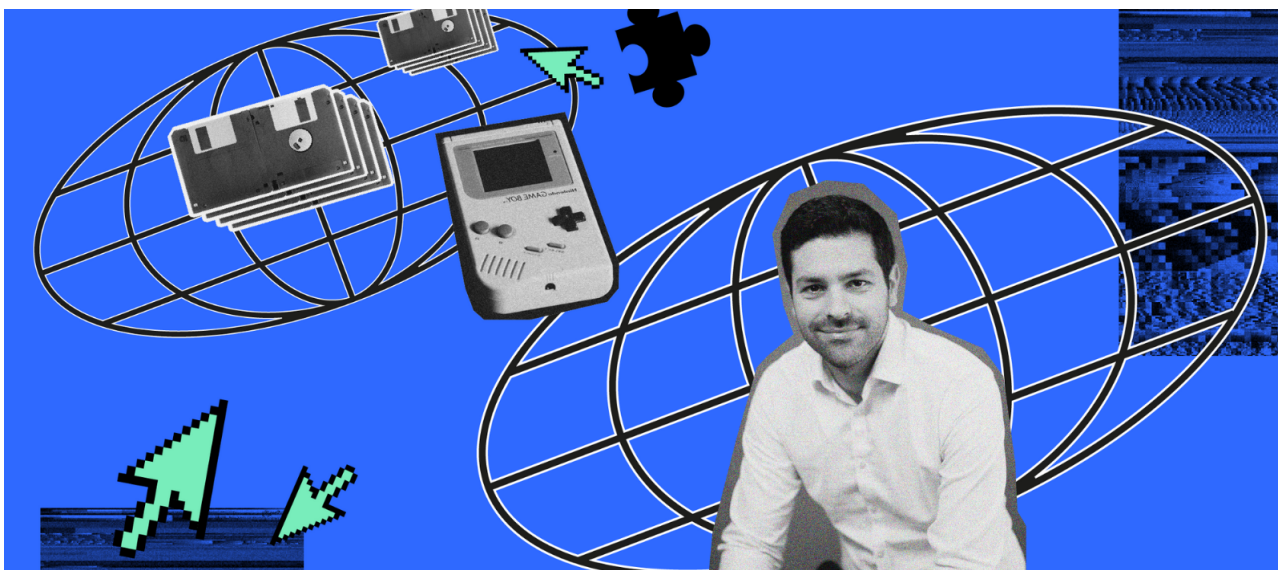
De plus, un haut niveau de réglementation pousse les entreprises à se différencier par la qualité et l'éthique de leurs solutions. Les acteurs capables de répondre aux exigences du règlement pourraient tirer parti de cette conformité comme d'un avantage concurrentiel. Les marchés publics européens, de plus en plus axés sur des solutions responsables, représentent une opportunité pour ces entreprises.

Toutefois, le contraste avec d'autres grandes puissances est frappant. Aux États-Unis et en Chine, les réglementations sont pour l'instant moins contraignantes, permettant aux entreprises de déployer des solutions plus rapidement et à moindre coût. Ce différentiel pourrait accentuer l'écart entre l'Europe et ses concurrents en termes d'innovation et de compétitivité.

L'équilibre reste donc fragile. Un excès de rigueur pourrait asphyxier les startups européennes, pourtant au cœur de l'innovation technologique. Dans ce contexte, les mécanismes d'accompagnement devront être renforcés et les régulateurs devront faire preuve d'agilité pour ajuster les règles au rythme des évolutions technologiques.

Pour les entreprises, la mise en conformité ne doit pas être perçue uniquement comme une obligation légale. Elle peut aussi devenir un levier stratégique pour renforcer leur crédibilité, accéder à de nouveaux marchés et se positionner comme des leaders de l'IA éthique. Mais l'Europe, pour éviter de se tirer une balle dans le pied, devra prouver

qu'une régulation ambitieuse peut coexister avec un écosystème technologique dynamique et compétitif. Le challenge est grand mais pas nécessairement insurmontable.



À lire aussi

L'IA éthique : enjeu clé pour nos sociétés libérales



MADDYNEWS

La newsletter qu'il vous faut pour ne rien rater de l'actualité des startups françaises !

JE M'INSCRIS

Article écrit par Arnaud Touati et Nathan Benzacken, Avocats et spécialistes du numérique